

La menace de la drogue marocaine persiste

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4249 - Mardi 15 août 2017 - Prix : 10 DA

Malgré les dispositions prises pour organiser le marché

La vente de moutons de l'Aïd toujours anarchique

Page 4

Nouvelle réduction de la Banque d'Algérie

Le taux de la réserve obligatoire à 4%

● Mourad Goumiri : «La Banque d'Algérie va contribuer à augmenter les tensions inflationnistes»

Page 3

Béji Caïd Essebsi pousse son avantage

Par Mohamed Habili

Avec la proposition du président tunisien, Béji Caïd Essebsi, d'abolir l'interdiction faite depuis 1973 aux femmes tunisiennes d'épouser de non-musulmans, les regards se tournent tout naturellement vers Ennahda, partie prenante du gouvernement d'union nationale de Youcef Chahed, et principale force à l'Assemblée législative. En Tunisie même, mais aussi ailleurs qu'en Tunisie, on se demande quelle pourrait bien être l'attitude du parti dirigé par Rached Ghannouchi, qui théoriquement ne se réclame plus de l'islamisme, quand ce qui n'est encore qu'une promesse deviendra une proposition politique concrète. Ceux de ses représentants qui ont été interrogés à ce sujet se sont bien gardés de répondre sans détour, affectant de croire que l'abolition doit nécessairement emprunter le parcours du combattant de rigueur, celui auquel est assujéti tout projet de loi avant son adoption, alors qu'il ne s'agit pas en l'occurrence de changer la loi mais seulement de faire tomber une disposition en contradiction avec elle. Le président tunisien n'a pas parlé le 13 août dernier, Fête de la Femme en Tunisie, d'un projet de loi, mais seulement de l'abolition d'une circulaire, d'un ajout, d'une discrimination à corriger, qui n'est imputable ni à la lettre ni à l'esprit de la loi, en l'occurrence le Statut personnel.

Suite en page 3

Suite à l'affaire de la parturiente décédée à Djelfa

Les sages-femmes réclament la libération des détenus



Le Syndicat national des sages-femmes, dénonçant la détention abusive de leurs collègues suite au décès d'une parturiente à l'hôpital d'Aïn Oussera, Djelfa, interpelle le ministre de la Justice et celui de la Santé pour leur libération, et ce, jusqu'à la fin de l'enquête. C'était hier, lors de la tenue de son assemblée générale au siège de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à Alger.

Lire page 2

MC Alger

Un grand chamboulement dans le stage

Page 23

Festival de Khouribga au Maroc

«Good Luck Algeria» de Farid Bentoumi représente l'Algérie

Page 13

Suite à l'affaire de la parturiente décédée à Djelfa

Les sages-femmes réclament la libération des détenus

■ Le Syndicat national des sages-femmes, dénonçant la détention abusive de leurs collègues suite au décès d'une parturiente à l'hôpital d'Aïn Oussera, Djelfa, interpelle le ministre de la Justice et celui de la Santé pour leur libération, et ce, jusqu'à la fin de l'enquête. C'était hier, lors de la tenue de son assemblée générale au siège de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à Alger.

Par Louiza Ait Ramdane

Le syndicat revendique la libération immédiate des trois sages-femmes, du médecin et du «surveillant médical» incriminés. Il dénonce le caractère abusif de leur détention préventive et appelle la justice à faire preuve de diligence dans son enquête et son verdict. Il soupçonne l'administration de la santé de «fuite en avant» et d'avoir négligé la protection de ces fonctionnaires alors que ces derniers assurent le travail dans des conditions lamentables.

La rencontre de l'UGTA n'a pas manqué de soulever tous les dysfonctionnements dans le système de santé actuel. Cette rencontre est une occasion, selon la secrétaire générale du syndicat des sages-femmes, Rachida Chetti, pour débattre des préoccupations des sages-femmes. Cette réunion est en rapport avec le malaise qui couve dans le secteur de la santé suite à l'arrestation de membres du personnel médical, dont des sages-femmes, à Djelfa, après le décès d'une parturiente de 23 ans et de son bébé, à l'hôpital de Djelfa.

Les sages-femmes rejettent les accusations de négligence portées contre elles et dénoncent des arrestations jugées «injustes» de leurs collègues. Les sages-femmes réclament aussi une protection juridique de leur corporation à travers le lancement



Ph/E. Soraya/J. A.

immédiat de la loi sur la santé. Cette corporation exige également l'amélioration des conditions de travail. Elles demandent la détermination des parties responsables de la campagne de dénigrement contre la profession de sage-femme et la réhabilitation de ce métier. Rachida Chetti appelle, à l'occasion, les sages-femmes à faire preu-

ve de solidarité et de dénoncer les irrégularités à chaque occasion. «Vous êtes responsables de votre situation. Il faut réagir avant que la situation n'em-

pire. Vous êtes responsables par votre silence». Pour sa part, le secrétaire général de la Fédération nationale de la santé qui représente 12 corporations, Amara Rachid, fait écho de la libération de l'une des détenues suite aux agissements du syndicat. «La libération d'une détenue prouve que vous avez de l'influence. Le militantisme demeure», lance-t-il aux sages-femmes venues des 48 wilayas pour assister à l'assemblée.

Pour rappel, le 8 août dernier, les sages-femmes de l'hôpital de Djelfa ont décidé de démissionner collectivement en signe de protestation contre ce qu'elles ont qualifié de campagne de dénigrement dont elles sont l'objet depuis le drame du 24 juillet dernier. Par ailleurs, le personnel médical de la wilaya de Djelfa a organisé vendredi dernier un sit-in dans certains établissements de la wilaya pour protester contre les sanctions infligées à leurs collègues. La principale mise en cause dans le drame du 24 juillet dernier avait dénoncé le fait que le plus grand hôpital dédié à la mère et l'enfant, d'une wilaya qui connaît le 4^e taux de croissance démographique, fonctionne avec seulement deux sages-femmes.

L.A.R.

D'énormes quantités saisies et des réseaux démantelés

La menace de la drogue marocaine persiste

L'Algérie est un pays où transitent d'énormes quantités de drogue, le plus gros provient des frontières Ouest. D'ailleurs, cette région a enregistré ces derniers mois d'importantes saisies de drogue provenant du Maroc. Chaque jour, les services de sécurité font état de saisies de quantités de drogue, tous types confondus, cela va du kif traité à l'héroïne en passant par des psychotropes de tout genre. La sonnette d'alarme a, à plusieurs fois, été tirée par différents organismes aussi bien sécuritaires que socio-éducatifs. Le phénomène qui touche toutes les couches sociales, sans distinction aucune, ne fait pas marche arrière, il gagne plutôt du terrain. Malgré les efforts de l'État, les quantités de résine de cannabis et d'autres stupéfiants saisies ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus que jamais, le pays est inondé de drogue provenant essentiellement du Maroc voisin. Le trafic de drogue à l'échelle nationale prend des proportions aussi alarmantes que dangereuses, au vu des chiffres inquiétants annoncés par les services de sûreté. Cela va du gros fournisseur au petit dealer de quartier jusqu'aux consommateurs et intermédiaires. Toutefois, les installations concrétisées au niveau de la bande frontalière, dont notamment des barrières et des tranchées, ont contribué également à des résultats qui se sont soldés par l'arrestation de trafiquants et le démantèlement de réseaux souvent internationaux activant selon des méthodes organisées. A cet effet, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont saisi à Tlemcen/2^e RM, une importante quantité de kif traité s'élevant à deux quintaux et 42,4 kilogrammes. Cette opération de saisie a été effectuée sur la base d'informations par-

venues aux services de la Gendarmerie nationale faisant état de l'introduction par une bande criminelle d'une quantité importante de drogue à travers la zone frontalière ouest du pays, a indiqué la même source. Une embuscade a été tendue à ces narco-trafiquants à proximité des frontières, plus exactement au lieu-dit El Hadj El Miloud, a-t-on ajouté, soulignant que cette opération s'est soldée par l'arrestation de deux mis en cause. De leur côté, les douaniers ont opéré, dans la même wilaya, la saisie de 39 kg de kif traité et l'arrestation de six mis en cause. Cette opération a été effectuée samedi soir par les agents de la brigade mobile des douanes de Maghnia en coordination avec les brigades de Sebdo et El Aricha. Sur la base d'informations, une embuscade tendue près du lieu-dit «Boussedra» dans la commune de Sidi Medjahed, daïra de Beni Boussaid, a permis la saisie de cette quantité de drogue découverte à bord d'un véhicule, a-t-on indiqué. Un autre véhicule et deux motocycles utilisés par des éclaireurs ont été également saisis lors de cette opération, a-t-on ajouté. La valeur de la drogue et des moyens de transport saisis est estimée à 4 170 000 DA et de l'amende douanière à 41 700 000 DA. Dans la wilaya de Batna, les éléments de la police ont procédé, le week-end dernier, à la saisie de 2 140 comprimés psychotropes et à l'arrestation d'un suspect, a indiqué un communiqué des services de la Sûreté nationale. Agissant sur la base d'informations faisant état d'un trafic de stupéfiants par deux individus, les éléments de la police ont procédé, le week-end dernier, à la saisie de 2 140 comprimés psychotropes et d'une somme d'argent de 8 000 DA. Un des suspects a été arrêté, tandis que son acolyte demeure en fuite. Meriem Benchaouia

Durant votre
Hadj
recevez vos appels
à **10** DA
seulement Minute

07/2017

Enjoy the Internet

Réduction disponible avec tous les opérateurs mobiles en Arabie Saoudite et valable du 5 Août au 30 Septembre 2017. Tarif : 10 DA/Minute TTC
Plus d'informations sur : 0550 000 333

ooredoo.dz

Nouvelle réduction de la Banque d'Algérie

Le taux de la réserve obligatoire à 4%

■ Plus d'une année depuis une mesure similaire, la Banque d'Algérie vient d'opérer une nouvelle baisse du taux de la Réserve Obligatoire. Celui-ci actuellement établi à 8% est désormais réduit à 4%, soit une réduction de 400 points, précise le communiqué de la Banque d'Algérie publié sur son site internet. Une décision prise pour permettre l'injection des liquidités nécessaires au financement de l'économie nationale.

Par Lynda Naili

À partir d'aujourd'hui, «pour permettre aux banques de bénéficier d'un apport additionnel de trésorerie et participer davantage au financement de l'économie, la Banque d'Algérie vient de promulguer l'instruction 04-2017 par laquelle elle réduit le taux de la réserve obligatoire de 400 points de base, le ramenant de 8% à 4%», écrit à ce sujet la Banque d'Algérie dans son communiqué.

Le taux la Réserve Obligatoire étant réduit de moitié pour se fixer à 4% après avoir été établi à 8% en mai de l'année dernière, il s'agit cette fois-ci pour la Banque d'Algérie (BA) de mettre plus de liquidités sur le marché bancaire au profit notamment des entreprises. Cette mesure est, poursuivra la BA, une suite des réponses déjà données à l'«assèchement de la liquidité» constaté dans le secteur bancaire depuis 2015, survenu à cause «la baisse des recettes d'exportations et de la fiscalité pétrolière en raison de la baisse des prix du pétrole sur le marché international». Aussi, depuis 2016, poursuit la même source, une batte-



rie de mesures a été prise afin de «libérer des marges supplémentaires de liquidités aux banques et à les doter de capacités et moyens additionnels d'appui au financement de l'économie». De ce fait, en prévision à cette situation d'assèchement, la BA a mis en place certaines mesures telles que de baisser «le taux de la réserve obligatoire de 12% à 8%, en mai 2016, instaurer les

opérations d'open market et la facilité de prêt marginal, en septembre 2016, suspendre les opérations d'absorption de l'excès de liquidité sur le marché monétaire, en octobre 2016». En outre, la BA a également procédé à la baisse «de 50% du taux de réescompte, le ramenant ainsi de 4% à 3,5% en octobre 2016» ainsi qu'à la révision «des éléments constitutifs de l'assiette

de calcul de la réserve obligatoire, en mars 2017». Par ailleurs, la Banque d'Algérie rappellera «tous les instruments» mis en œuvre pendant «une décennie, pour l'absorption du surplus de liquidités en sa possession afin de neutraliser l'effet de cet excès, tel que les reprises de liquidités à 7 jours, 3 et 6 mois et la facilité de dépôt rémunérée».

L. N.

Mourad Goumiri :

«La Banque d'Algérie va contribuer à augmenter les tensions inflationnistes»



Propos recueillis par Lynda Naili

Contacté à propos de cette nouvelle réduction du taux de la Réserve Obligatoire par la Banque d'Algérie qui le fixe désormais à 4%, Mourad Goumiri, économiste, expert financier, dans cet entretien accordé au Jour d'Algérie, revient sur les impacts d'une telle mesure.

Le Jour d'Algérie : La Banque d'Algérie vient d'annoncer une nouvelle baisse du taux de la

Réserve Obligatoire qui de 8% depuis mai 2016 est réduit aujourd'hui à 4%. Concrètement, que signifie cette baisse ?

Mourad Goumiri : Parmi les instruments de politique monétaire la baisse ou la hausse du taux des réserves obligatoires permet aux banques commerciales de disposer de beaucoup plus de liquidités et donc de fonds prêtables. Du fait que les liquidités se font de plus en plus rares, il fallait permettre aux banques de disposer d'un volant de trésorerie important à mettre sur le marché. Mais il s'agit d'un financement monétaire, ce qui signifie sans épargne réelle et donc la Banque d'Algérie (BA) va contribuer à augmenter les tensions inflationnistes.

Cette décision contribuera-t-elle réellement à débloquer la situation financière des entreprises ?

Faute d'avoir un financement sain construit sur une épargne réelle mobilisée sur le marché national, refusant l'épargne internationale (endettement), le gou-

vernement recourt au plus facile mais également le plus dangereux, le financement monétaire à travers la baisse très importante (de 8 à 4%). Les banques renflouées temporairement vont pouvoir desserrer l'étai sur les entreprises qui vont vite engloutir ces fonds additionnels sans régler les problèmes de fond qui les rongent, à savoir le management.

Quelles seront les répercussions d'une telle mesure sur les clients des banques ?

Normalement les entreprises et les ménages devraient profiter de cette baisse par une réduction des taux d'intérêt débiteurs de quelques points. Les banques commerciales joueront-elles le jeu ? Vont-elles baisser leurs taux directeurs ? Rien de moins sûr, elles vont donc privilégier de consolider leur situation en se désendettant et en améliorant leurs fonds propres.

Une telle mesure est-elle positive pour les consommateurs désirant contracter un crédit à la consumma-

tion ?

Il y a une situation de réaction en chaîne si tous les acteurs jouent le jeu. Or, ce n'est pas le cas puisqu'il n'y a pas de politique monétaire en harmonie avec les politiques économique, budgétaire, fiscale, domaniale, douanière... Bref, une véritable orchestration de tous les leviers économiques et sociaux. Nous assistons simplement à une réaction hiératique à une situation ponctuelle, une simple fuite en avant.

Pour simplifier aux lecteurs qu'est-ce que la réserve obligatoire, le taux obligatoire ?

Par définition, il s'agit d'un niveau de ressources mobilisées que les banques commerciales doivent conserver dans leurs fonds propres par rapport aux fonds prêtables. Les règles prudentielles et de solvabilité sont très contrôlées par les autorités monétaires afin d'éviter qu'une banque prête plus qu'elle ne peut ce qui peut entraîner un crash financier par effet de domino.

L. N.

LA QUESTION DU JOUR

Béji Caïd Essebsi pousse son avantage

Suite de la page une

Il est clair que dans son esprit le ministère de la Justice a pour ce faire la compétence requise. On peut penser certes qu'étant donné l'alliance actuelle entre le parti du président, Nidaa Tounes, et Ennahda, Béji Caïd Essebsi n'aurait pas fait pareille annonce sans s'être préalablement assuré de l'assentiment de son allié. Il n'aurait pas pris le risque d'une crise gouvernementale dans une conjoncture dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne s'y prête pas. Il faut donc croire qu'Ennahda avait approuvé ce pas avant que le président tunisien n'en parle à une occasion particulière. Cela dit, Ennahda dont il est question ici est moins sa base que sa direction. Reste que ce parti, le principal en Tunisie, n'étant guère réputé pour son indiscipline, l'éventualité d'une crise interne consécutive à une mesure emblématique, touchant une matière particulièrement sensible, est a priori peu probable. Peut-être même fallait-il passer par cette espèce de choc pour que la rupture avec l'islamisme devienne une pratique assumée et pas seulement une proclamation de principe. Dans l'hypothèse où Ennahda a néanmoins été prise au dépourvu, où elle ne s'attendait pas ce 13 août à une sortie de ce genre de la part de Béji Caïd Essebsi, peut-on imaginer qu'elle se rebiffe, qu'elle se décide à faire échec à l'abolition préconisée, quitte pour cela à déclencher une crise gouvernementale ? Il serait extraordinaire qu'elle en arrive là. Le fait est qu'elle ne peut avoir commencé par divorcer officiellement d'avec l'islamisme pour qu'ensuite elle s'oppose à une initiative présidentielle d'ailleurs rigoureusement conforme à la Constitution, sous prétexte qu'elle est par trop séculaire, ou qu'elle est de nature à froisser le sentiment religieux des Tunisiens. Le temps où ce parti pouvait se présenter comme l'incarnation du peuple, où somme toute il pouvait encore se comporter comme un parti islamiste, ce qu'au fond de lui-même il reste peut-être, ce temps n'est plus, aussi bien en Tunisie qu'ailleurs. Cela il l'a compris depuis quelque temps déjà, lorsque ayant gagné les élections, il a préféré néanmoins s'effacer devant ses adversaires politiques, n'ayant aucune envie de connaître le même sort que les Frères musulmans égyptiens.

M. H.

Malgré les dispositions prises pour organiser le marché

La vente des moutons de l'Aïd toujours anarchique

■ *L'anarchie règne toujours sur la vente des moutons. A quelques semaines de l'Aïd El Adha, la plupart des grandes villes sont déjà gagnées par des troupeaux entiers de bétail. A Alger, plusieurs locaux se transforment en entrepôts informels pour le commerce des moutons. Pourtant, à travers le territoire national, pas moins de 23 sites officiels sont consacrés spécialement pour la circonstance, selon les récentes déclarations du ministre de l'Agriculture, Abdelkader Bouazghi.*

Par Yacine Djadel

La désorganisation, l'anarchie et le libre circuit de l'informel sévissent sur la vente des moutons de l'Aïd El Adha. A une vingtaine de jours de la fête, les grandes villes sentent déjà l'atmosphère des ventes de bétail. Des vendeurs improvisés en professionnels investissent déjà les places publiques. Transformées en véritables écuries, les cités urbaines du pays empestent les mauvaises odeurs des bêtes de sacrifice. En plus de ce désagrément, il n'est pas étonnant de voir en plein milieu d'Alger-Centre un grand bélier à cornes aiguës se frayer un chemin entre les voitures. Une pratique tellement récurrente qu'elle fait partie désormais du décor dans nos villes. Outre ces inconvénients, les périphéries pour leur contenance en verdure se muent

en vraie fermes à ciel ouvert. Pourtant pas moins de 23 sites officiels sont consacrés pour la circonstance, selon les récentes déclarations du ministre de l'Agriculture, Abdelkader Bouazghi. Des mesures que l'Etat prend chaque année en vue de diminuer ces dérives illucites et incontrôlées. Néanmoins, la vente de moutons demeure un phénomène régi par un désordre total.

Une image «*tous azimuts*» entre vendeurs profitant de l'occasion pour se remplir les poches et la panique des citoyens à en acquérir un avant l'événement. Les citoyens ne se plaignent point des conditions de vente et d'achat de leur bête, pourvu qu'ils fassent la «bonne affaire», comme disent la majorité. Ce qu'ils entendent par là c'est évidemment un mouton bien charnu cédé à un prix raisonnable. Pour l'hygiène ou la



Ph/D.R.

traçabilité des bêtes, on ne se soucie pas le moins du monde. Un fait qui encourage quelque part cette immense anarchie régulant le marché des moutons.

C'est dire que l'incivisme des gens, ajouté à une absence de culture de consommation, nourrit la vente parallèle du bétail pour l'Aïd. Conséquences : des

odeurs nauséabondes, des pertes économiques pour les caisses de l'Etat et l'insalubrité, une fois le circuit de vente terminé. Déchets, résidus de foin et urines séchées empoisonnant les narines des passants polluent les espaces publics. Par ailleurs, pour ce qui est des prix des moutons affichés cette année, ils oscillent entre 30 000 et 58 000 DA. Des tarifs exposés notamment sur les annonces de vente par Internet. Une méthode qui, pour rappel, se généralise de plus en plus. Les réseaux sociaux deviennent également de véritables points de vente en pareilles occasions. En somme, il est clair que la vente informelle de moutons demeure un phénomène qui échappe à tout contrôle des autorités. Malgré une manifeste volonté de l'Etat de le stopper, l'anarchie règne toujours ainsi qu'en témoigne la réalité. Y. D.

Agriculture

Près de 1,3 million d'hectares de terres agricoles irrigués

La superficie agricole irriguée à l'échelle nationale est passée de 350 000 hectares en 1999 à près de 1,3 million d'hectares en 2017, a indiqué Chérif Omari, directeur de la régulation et du développement de la production agricole auprès du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a affirmé que «*le soutien à l'irrigation agricole se poursuit en dépit de la conjoncture*

financière actuelle», rappelant l'objectif tracé dans le cadre du programme du président de la République visant à atteindre une surface de 2 millions d'hectares de terres agricoles irriguées d'ici à 2020. Dans ce sens, M. Omari a indiqué que le département de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en collaboration avec le ministère des Ressources en eau, œuvre à «*consolider le système d'irrigation national*» à tra-

vers la mise en place de toutes les dispositions nécessaires en matière d'équipements (barrages notamment) et procédés d'accompagnement. La généralisation des systèmes économes en eau notamment les techniques du «*goutte à goutte*» ou l'aspergion figure parmi «*les mesures adoptées pour rentabiliser les efforts déployés et développer le domaine de l'irrigation à l'échelle nationale*», a fait savoir le même responsable, mettant l'accent sur

l'importance de rationaliser l'utilisation de l'eau au double plan économique et environnemental. L'utilisation de techniques d'irrigation économe permettra d'épargner quelque 2 milliards de m³ d'eau, a-t-on encore noté, attestant que ce volume d'eau économisé peut irriguer de 200 000 à 300 000 hectares jusqu'en 2020. L'élargissement de la surface agricole irriguée contribuera, a estimé le même responsable, à l'amélioration de la pro-

duction et la productivité avec l'objectif de consolider la sécurité alimentaire. Il a, dans ce contexte, fait part d'un programme de renforcement de l'irrigation dans la céréaliculture pour augmenter la production en la matière. Les surfaces irriguées représentent actuellement plus de 15% de la surface agricole utile (SAU) à l'échelle nationale, alors qu'en 1999 elles étaient de l'ordre de 4%, a-t-on rappelé.

Khadidja N./APS

Contestation sociale à Béjaïa

Fermeture des sièges de l'APC et de la daïra à Timezrit et Boukhélifa

Des habitants de plusieurs localités de Béjaïa sont en colère à cause de la détresse hydrique qui touche leurs foyers et le manque d'électricité. Hier, au moins deux importantes actions de protestation ont été enregistrées par de citoyens en colère. Dans la commune de Timezrit, les habitants du village Takitount sont montés au créneau. Ils ont procédé à la fermeture des sièges de l'APC et de la daïra pour réclamer le raccordement de 30 habitations au réseau électrique. «*Nous attendons depuis trente ans d'être raccordés au réseau électrique et une promesse nous a été donnée par le wali de prendre en charge ce projet dans le PCD 2017 le mois dernier*», déclare un habitant. Et d'ajouter : «*Cependant, à notre grande stupefaction, la décision a été annulée il y a quelques jours et nous ignorons les raisons de ce*

recul». Lors d'une récente visite du wali dans la commune, une promesse a été faite aux villageois pour la prise en charge du problème, mais depuis le projet

est toujours en attente. «*Un montant devait être dégagé pour la réalisation du branchement*». Le P/APC de la localité s'est engagé à contacter la direction

de la Sonelgaz pour connaître les raisons de cette annulation. A noter que c'est la troisième fois que les habitants recourent à une action de protestation

depuis le début de l'année en cours. De leur côté, des habitants de plusieurs villages de Boukhélifa dont ceux d'Ifoughalène, Tignithine, Barkat, Lahyout, Tagma, Tala Melouk, etc.) sont excédés par les coupures récurrentes d'eau potable. Pour se faire entendre concernant cette pénurie qui a trop duré, ils ont scellé le siège de l'APC. Selon un représentant des villageois, «*l'eau potable ne coule que rarement dans les robinets et avec l'arrivée de la saison des grandes chaleurs, les choses se sont compliquées*». «*L'eau arrive dans certaines maisons et pas dans d'autres*», a-t-il expliqué. «*Une situation qui dure depuis 2009*», selon notre interlocuteur. «*Nous n'avons pas cessé d'interpeller les autorités locale, APC et daïra, mais sans jamais être entendus*», tempête-t-il.

H. Cherfa

ANP/Lutte antiterroriste à Bordj Badji Mokhtar

Une importante quantité d'armes et de munitions découverte dans une cache

UNE IMPORTANTE quantité d'armes et de munitions a été découverte, dimanche, dans une cache lors d'une patrouille de reconnaissance menée par deux détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) au niveau de la zone frontalière de Bordj Badji Mokhtar, a indiqué avant-hier soir un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «*Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et lors d'une patrouille de reconnaissance menée près des frontières au niveau de la zone frontalière de Bordj Badji Mokhtar, deux détachements de l'Armée nationale populaire ont découvert, ce matin du 13 août 2017, une cache d'armes (40 pièces) et de munitions*», a précisé la même source. Poursuivant que cette cache contient «*deux lance-roquettes de type RPG-2, quatre mitrailleuses de type PKT, deux fusils mitrailleurs de type FMPK, quatre mitrailleuses de type RPK, quatorze pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, sept fusils semi-automatiques de type Simonov, sept fusils à répétition, ainsi qu'une importante quantité de munitions de différents calibres*». «*Cette opération de qualité, venant s'ajouter à une série de résultats concrétisés sur le terrain, confirme de nouveau la grande vigilance et la ferme détermination des forces de l'ANP, mobilisées le long des frontières, à déjouer toute tentative d'intrusion, d'introduction d'armes ou d'atteinte à la sécurité, la stabilité et l'unité du pays*», a conclu le communiqué du MDN. L.N.

Pétrole

L'offre surabondante pèse sur les cours

■ Les prix du pétrole baissaient un peu hier en cours d'échanges européens, les investisseurs débutant la semaine sur une note prudente dans un marché toujours lesté par l'offre surabondante d'or noir. Vers 10h15 GMT (12h15 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 51,81 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 29 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Par Salem K.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de septembre cédait 22 cents à 48,60 dollars. Mercredi dernier, les cours avaient tenté de rebondir, un mouvement déclenché par l'annonce d'une baisse plus forte qu'attendu des réserves de pétrole brut aux États-Unis. Le cours du Brent était même monté à son niveau le plus élevé en deux mois et demi, à 53,64



PH.D. R.

dollars. Mais les cours du Brent comme du WTI ont terminé vendredi sur une deuxième baisse hebdomadaire consécutive, a relevé David Madden, analyste chez CMC Markets. En effet, la surabondance de l'offre mondiale continue de plomber les marchés. Et «alors que les membres de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) se sont mis d'accord pour limiter leur production, certains d'entre eux l'ont en fait augmentée», a relevé M. Madden. En outre, la production américaine reste aussi abondante et sur une trajectoire de croissance, comme l'a montré la hausse du nombre de puits de forage aux États-Unis en activité la semaine dernière, ont rapporté des analystes. Et pour Sam Sinclair, analyste chez Inenco, les cours du brut souffraient également hier de «l'an-

nonce de données montrant un ralentissement de l'activité des raffineries chinoises, vue comme un baromètre clef de la demande asiatique».

Les cours en légère baisse en Asie

Les cours du pétrole reculaient légèrement hier en Asie, les marchés s'inquiétant de l'aggravation des tensions entre les États-Unis et la Corée du Nord autour de ses ambitions nucléaires. Le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en septembre, perdait un cent à 48,81 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en octobre, cédait huit cents, à 52,02 dollars. «La Corée du Nord

devrait continuer de faire les gros titres et être un des facteurs déterminants des tendances du marché», a déclaré le cabinet Capital Economics. Les investisseurs vont regarder de près les minutes d'une réunion de la Réserve fédérale américaine qui doivent être publiées mercredi dans l'espoir d'y déceler des indices sur le calendrier d'une prochaine hausse des taux américains, ajoute Capital Economics. Toute augmentation des taux renforce le dollar, ce qui a pour effet de renchérir les achats de pétrole pour les investisseurs munis d'autres devises, l'or noir étant libellé en monnaie américaine. «Nous nous attendons toujours à ce que la Fed attende décembre pour augmenter à nouveau les taux». Vendredi à la clôture, le WTI a terminé à 48,82 dollars sur le New York

Mercantile Exchange (Nymex), prenant 23 cents. Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le Brent a fini à 52,10 dollars, en hausse de 20 cents.

S. K./Agences

Finlande Baisse du taux d'inflation à 0,5%, son plus bas niveau depuis 2016

LE TAUX d'inflation en Finlande a baissé de 0,2 point en juillet par rapport à juin pour atteindre son plus bas niveau depuis octobre 2016, à 0,5%, a indiqué hier l'institut statistique national. «La hausse des prix à la consommation a été freinée par la baisse des prix des téléphones mobiles, des jeux de hasard, des voitures d'occasion et la réduction des taux d'intérêt des prêts immobiliers», a expliqué Statistiques Finlande dans un communiqué. Les prix dans le secteur de l'hôtellerie ont enregistré la plus faible hausse en juillet, à 1,7% contre 3,0% le mois précédent. L'indice harmonisé européen (IPCH) donne une inflation stable à 1,3% dans la zone euro en juillet, et 0,6% en Finlande. «L'inflation est inférieure aux prévisions. La baisse des salaires accroît la pression», a commenté sur Twitter l'analyste de la banque, Nordea Pasi Sorjonen. Le gouvernement continue de miser sur l'austérité salariale et budgétaire, dans un pays qui a perdu de sa compétitivité. La Banque de Finlande tablait dans ses prévisions de conjoncture en janvier sur une inflation lissée sur un an de 1% à la fin de la période 2017-2019.

R. E.

Zone euro/Indicateurs

Baisse plus forte que prévue de la production industrielle

La production industrielle a baissé plus que prévu en juin, pénalisée par le recul de la production des biens durables et des biens d'équipement, selon des statistiques publiées hier par Eurostat. La production industrielle corrigée des variations saisonnières dans les 19 pays partageant l'euro s'est repliée de 0,6% en juin par rapport à mai, mais affiche toujours une hausse de 2,6% sur un an. Les 32 économistes interrogés par Reuters prévoient en moyenne une baisse de 0,5% sur le mois et une progression de 2,8% sur un an. Le chiffre de mai a été révisé en baisse avec une production désormais estimée en hausse de 1,2% sur le mois (1,3% en première estimation). En rythme annuel, elle ressort maintenant à +3,9% contre +4% précédemment annoncé. Après une augmentation de 2,2% en mai, la production de biens d'équipement, comme les machines, a reculé de 1,9% en juin. Celles des biens durables a baissé de 1,2% contre +1,4% en

juin. C'est en Irlande et à Malte que la production industrielle a le plus reculé, mais elle a également baissé en Allemagne et en France. Elle a néanmoins progressé aux Pays-Bas et en Italie.

Les investisseurs plus prudents

Le moral des investisseurs de la zone euro reste à peu près stable en août, soutenu par leur perception des conditions actuelles, mais les anticipations reculent sensiblement, reflétant des inquiétudes sur l'économie américaine et la crainte de nouveaux développements dans le scandale du diesel en Allemagne, montre l'enquête mensuelle de l'institut allemand Sentix. Son indice de confiance est ressorti à 27,7 contre 28,3 en juillet et 28,4 en juin, qui constituait un pic de 10 ans. Les économistes attendaient 27,8, selon le consensus Reuters. Le sous-indice mesurant les anticipations a décliné à 16,0 contre 19,8 en

juillet, un signe inquiétant selon le Sentix. «Les anticipations baissent partout dans le monde, États-Unis en tête, où elles en sont à leur cinquième mois de recul», lit-on dans le communiqué. «Et l'Allemagne est à son tour atteinte avec les répercussions du scandale autour de l'industrie automobile». L'indice Sentix pour l'Allemagne a diminué pour le troisième mois consécutif, à 33,2 en août contre 37,5 en juillet, avec un sous-indice des anticipations en chute libre à 5,75 contre 12,5. «Il est de plus en plus évident que la dynamique économique a atteint son point haut», écrit l'institut. L'enquête de l'institut a été effectuée du 3 au 5 juillet auprès de 1.037 investisseurs. Par ailleurs, les ventes au détail ont augmenté nettement plus que prévu en juin, le rythme de croissance s'accélérait par rapport à mai, notamment à la faveur d'une vive progression des achats par correspondance et via internet, selon des données publiées

jeudi par Eurostat. Ces ventes au détail ont ainsi progressé de 0,5% sur un mois, alors que les économistes interrogés par Reuters avaient anticipé en moyenne une augmentation de 0,1%. Avec une inflation qui est restée à 1,3%, les consommateurs sont incités à consommer davantage, une évolution qui devrait permettre à la zone euro de poursuivre sa croissance solide entamée depuis le début de l'année. Le produit intérieur brut (PIB) des pays ayant opté pour la monnaie unique a ainsi progressé de 0,6% sur la période avril-juin après +0,5% au premier trimestre. Sur un an, le volume des ventes au détail a progressé de 3,1% en juin, ce qui représente un pic depuis le début de l'année, contre une hausse de 2,6% anticipée par les analystes. Les données annuelles de mai ont été révisées en légère baisse, la hausse étant désormais enregistrée à 2,4%, contre +2,6% en première estimation.

Safia T./APS

Tizi Ouzou / Université Mouloud-Mammeri

Près de 11 000 nouveaux bacheliers affectés

■ Un total de 10 999 nouveaux bacheliers a été affecté à l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, au terme de la première phase des préinscriptions universitaires qui se sont déroulées entre le 1^{er} et le 5 août écoulés, a-t-on appris du vice-recteur chargé de la formation supérieure de graduation.



Par Lydia O.

A lors que l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou avait tablé sur 12 000 nouveaux étudiants à la prochaine rentrée de septembre, considérant le

taux important de réussite au baccalauréat, les différentes facultés recevront finalement un nombre similaire à celui de l'année dernière, a précisé Hacène Mohalbi. Avec 1 000 étudiants de moins par rapport à nos prévisions, l'université de Tizi Ouzou

entamera l'année universitaire 2017-2018 dans de meilleures conditions, notamment en matière de capacités d'accueil disponibles à travers nos facultés, a-t-il précisé. Il a rappelé que l'université de Tizi Ouzou aura à gérer la rentrée universitaire

sans les 2 700 nouvelles places pédagogiques attendues au niveau du pôle universitaire de Tamda et dont la livraison a été retardée à cause des restrictions budgétaires et le non-paiement des entreprises réalisatrices. Des efforts ont toutefois été consentis par les autorités locales de la wilaya en vue d'aboutir à la livraison, en septembre 2017, d'une partie du chantier (900 places sur les 2 700), a rassuré le vice-recteur, ce qui contribuera à coup sûr à réduire la pression sur les places pédagogiques et permettra aux étudiants d'entamer leur cursus universitaire dans des conditions acceptables. « Sur les 2 700 places pédagogiques en construction à Tamda, nous allons réceptionner 900 en septembre, ce qui nous permettra de démarrer l'année avec moins de charge en attendant la finalisation de la totalité du chantier », a-t-il souligné. L'université de Tizi Ouzou compte également sur les quelque 6 000 places pédagogiques qui seront libérées par les diplômés pour gérer les 11 000 nouveaux bacheliers qui rejoindront les différents départements à la prochaine rentrée, a-t-il affirmé, assurant que les responsables mettront tous les moyens possibles pour gérer ce flux d'étudiants en attendant le renforcement des infrastructures d'accueil. M. Mohalbi a indiqué enfin que l'introduction des demandes de réaffectation auront lieu les 5 et le 6 septembre prochain, au

moment où la plate-forme d'hébergement sera ouverte du 16 au 18 pour les nouveaux bacheliers qui seront appelés à finaliser leurs inscriptions au niveau des départements universitaires entre le 10 et le 14 septembre 2017
Lydia O./APS

Blida / Daïra de Larbaâ Subvention supplémentaire de plus de 700 millions DA

UNE SUBVENTION supplémentaire de plus de 700 millions DA a été affectée à la daïra de Larbaâ en vue du parachèvement de nombreuses opérations d'aménagement touchant la totalité de ses quartiers et artères, a annoncé le chef de daïra. « La daïra de Larbaâ a bénéficié, dernièrement, d'une subvention de 634 millions DA de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, ajoutée à une enveloppe de 150 millions DA, affectée par la direction de l'urbanisme de la wilaya, en vue du parachèvement des opérations d'aménagement urbanistique en son sein », a indiqué à l'APS Mohamed Meziane. Il s'est ainsi félicité du parachèvement de nombreuses actions d'aménagement ayant profité à divers secteurs de développement, dont les travaux publics, l'urbanisme, la construction, les ressources en eau (AEP) et l'énergie (raccordement au réseau de gaz), notant que d'autres opérations sont toujours en cours de concrétisation. Le responsable a signalé, à titre indicatif, que la daïra de Larbaâ avait bénéficié, au titre des efforts d'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) de sa population, de la réalisation de quatre forages d'une capacité de production de 2 400 m³/J, dont la mise en service est attendue en juillet prochain, ainsi que de la réalisation de deux réservoirs d'eau d'une capacité globale de 2 500 m³ d'eau. Dans le domaine bien-être environnemental et de la propreté du milieu, cette collectivité a bénéficié de 13 opérations d'amélioration urbanistique, dont 11 relatives à l'aménagement des différentes artères de la ville et deux pour l'aménagement de jardins publics. Elle a en outre bénéficié de 13 autres opérations pour l'amélioration de l'éclairage public, alors que six aires de jeux vont bientôt bénéficier de gazon synthétique. Dans le cadre de l'encouragement de la stabilisation des habitants des zones rurales dans leurs régions, la daïra a, par ailleurs, programmé pas moins de cinq projets pour l'ouverture de pistes, le captage de sources d'eau et la réhabilitation de cours d'eau, a conclu M. Meziane.

R. R.

Oran

Vaste opération de contrôle des exploitants des plages

Une vaste opération de contrôle des exploitants des plages et dépendances des communes côtières de la wilaya d'Oran a été initiée par des équipes relevant de la commission de wilaya chargée de suivre le déroulement de la saison estivale 2017, a-t-on appris auprès de la direction du tourisme et de l'artisanat. L'opération de contrôle, prévue du 13 au 17 août courant, a été décidée suite aux manquements constatés au niveau des communes côtières de la wilaya d'Oran en termes d'hygiène, de rejet des eaux usées et autres insuffisances relevées dans les activités, ainsi qu'au non-respect de la gratuité des plages, a indiqué à l'APS le chef du service chargé du contrôle et suivi des activités touristiques à la direction du tourisme et de

l'artisanat de la wilaya, Mourad Boucjenane. Cette opération entre dans le cadre de la lutte contre la prolifération d'activités non autorisées. L'obligation est faite aux exploitants des parkings et aires de stationnement mis en adjudication d'afficher les prix, ainsi qu'aux occupants des plages et dépendances, notamment les détenteurs d'équipements de plages (tables, chaises, parasols,...), de s'en tenir au respect des cahiers des charges, a expliqué le même responsable. Les autres prestations connues, telles la gestion des douches et des sanitaires au niveau des plages, sont soumises au strict respect des cahiers des charges, a-t-il ajouté. La première sortie des membres de cette commission, composée de représentants

des directions du tourisme, de la Protection civile, de l'environnement, de la santé, de la jeunesse et des sports, des travaux publics et des ressources en eau, touchera la commune d'Ain El Turck qui dispose de 12 plages, dont Saint Rock, Trouville, Bouiseville, Paradis-plage, Claire fontaine, Les Dunes et Cap Falcon. La deuxième journée sera consacrée à la commune de Bousfer avec ses 8 plages dont notamment « Coralaises » et « l'Etoile », a précisé le même responsable, soulignant que toutes les communes côtières de la wilaya, totalisant 33 plages autorisées à la baignade, sont concernées par cette opération de contrôle.

Hatem D./Agences

Constantine

Plus de 2 750 postes d'emploi créés dans le secteur de l'artisanat

Pas moins de 2 760 nouveaux postes d'emploi ont été créés dans la wilaya de Constantine durant les premiers sept mois de l'année en cours par le secteur de l'artisanat, a indiqué le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), Nessreddine Benarab. Ces emplois ont été générés à la faveur de la création de 920 micro-entreprises, dont 416 dans le domaine des services, 360 de l'artisanat d'art et 144 spécialisées dans l'artisanat de produc-

tion, a précisé le même responsable. Le directeur de la CAM a indiqué qu'au cours de la même période de l'année 2016, 746 micro-entreprises ont été créées dans le secteur de l'artisanat et ont contribué à la création de 2 238 postes de travail. Ces postes créés dans les différents créneaux de ce secteur sont le fruit « des efforts consentis » par les services concernés pour renforcer le rôle de l'artisanat, aussi bien à l'échelle locale que celle nationale, en vue de mobiliser les

compétences, de renforcer la formation et de promouvoir le produit artisanal, a affirmé le même responsable. L'intégration de la carte d'artisan dans le dossier de micro-crédit ainsi que l'intensification des campagnes de sensibilisation effectuées régulièrement, sont les autres facteurs qui ont favorisé la hausse des projets et des emplois créés dans le cadre de ce secteur, ajoute la même source, rappelant que 1 500 micro-entreprises ont été créées durant l'année dernière.

Par ailleurs, pas moins de 16 641 jeunes artisans ont reçu des diplômes de qualification dans le but de faciliter leur insertion socioprofessionnelle, dont 2 103 personnes dénombrées en 2016, a indiqué dans ce même contexte M. Benarab. Plus de 18 000 artisans, toutes spécialités confondues, activent actuellement à travers les 12 communes de la wilaya de Constantine, selon les dernières statistiques établies par les responsables de la CAM.

L. O.



Ambassadeur du Sahara occidental à Alger :

La cause passe par une étape «sensible et délicate»

■ L'ambassadeur du Sahara occidental à Alger et des représentantes d'associations et d'organisations de la femme algérienne et sahraouie ont affirmé que la cause sahraouie traversait une étape «sensible et délicate» qui exige des démarches régionales et internationales pour faire pression sur le Maroc et l'amener à se conformer à la légalité internationale, tout en appelant à trouver de nouveaux mécanismes pour faire connaître la résistance et la lutte de la femme sahraouie.

Par Amel D.

Dans une allocution prononcée lors d'une rencontre de soutien à la résistance des femmes sahraouies, organisée par la commune d'Alger – en jumelage avec la ville d'El-Ayoun occupée – au Centre culturel Larbi-Ben M'hidi (Alger), en coordination avec le secrétariat national de l'Union nationale des femmes algériennes (Unfa), l'ambassadeur du Sahara occidental à Alger, Bouchraya Hamoudi Bayoune, a souligné que «la cause sahraouie passait par une phase "sensible et délicate" qui exige des démarches sur les plans régional et international notamment de la part des Nations unies et du Conseil de sécurité pour faire pression sur le Maroc et l'amener à se conformer à la légalité internationale». «Etant actuellement membre de l'Union africaine (UA), le Maroc est dans l'obligation d'appliquer ses résolutions», précise l'ambassadeur qui a appelé l'Organisation africaine à «prendre des décisions coercitives en imposant des sanctions



PH. > D. R.

Mahdi a en outre évoqué le Congrès de la Soummam qui sera commémoré le 20 août, affirmant que les femmes sahraouies célèbrent cette date symbole qui représente pour elles «le principe du sacrifice, de la liberté et de la dignité, des principes qui font la force de l'Algérie, connue à travers le monde pour ses positions fermes et son soutien aux causes justes». Elle a par ailleurs fait part de «sa préoccupation» quant à la situation dans les territoires sahraouis occupés, soulignant que «le peuple sahraoui continue d'endurer les pires souffrances». La femme sahraouie, a-t-elle dit, «restera toujours au-devant de la scène et poursuivra la lutte jusqu'à la libération». Mme El Mahdi a rappelé les acquis du peuple sahraoui pour le triomphe de sa cause «grâce notamment au soutien du peuple et des autorités algériennes», qualifiant l'expulsion vendredi d'une délégation du Maroc de la conférence des Parlements africains d'«exploit» qui s'ajoute aux acquis diplomatiques de la cause sahraouie.

A. D./APS

économiques voire militaires pour amener l'occupant à appliquer la légalité internationale et engager les négociations de paix sans conditions préalables». Pour sa part, la secrétaire générale de l'UNFA, M^{me} Nouria Hafs, a mis en avant «le rôle avant-gardiste de la femme sahraouie dans l'édification des institutions de l'Etat sahraoui et pour la libé-

ration des territoires sahraouis de l'occupation». Cette occasion se veut aussi, a souligné M^{me} Hafs, «un rappel des exploits et de la résistance de la femme algérienne contre le colonisateur français tout comme l'engagement de la femme sahraouie qui a combattu le colonisateur espagnol et continue sa lutte contre l'occupant marocain. Une lutte qu'elle a

menée au quotidien, par des actions pacifistes en dépit des exactions commises à son encontre». M^{me} Fatima El Mahdi, secrétaire générale de l'Union nationale des femmes sahraouies (Unfs), a évoqué la situation dans les régions occupées, des violations marocaines des droits de l'homme et la résistance de la femme sahraouie. M^{me} El

Libye/Contrôle maritime de Tripoli Rome s'en félicite

Rome s'est félicité de l'intensification par Tripoli du contrôle des eaux libyennes, évoquant «un rééquilibrage en cours en Méditerranée» pour réduire les départs de migrants, tandis qu'une nouvelle ONG a décidé dimanche de suspendre ses sauvetages en mer, selon des médias. «Le gouvernement libyen de Fayez al-Sarraj a demandé l'aide de l'Italie et il est prêt à mettre en place la zone Sar dans ses eaux, collaborer avec l'Europe et investir dans les gardes-côtes : tout ceci est signe d'un rééquilibrage en cours en Méditerranée», a déclaré le ministre italien des Affaires étrangères, Angelino Alfano, dans un entretien paru dimanche dans le quotidien La Stampa. La marine libyenne a annoncé jeudi la création au large du territoire d'une zone de recherche et de sauvetage, qu'elle interdit sauf autorisation aux navires étrangers, en particulier aux ONG patrouillant pour secourir des migrants, selon l'AFP. Médecins sans frontières (MSF) a indiqué samedi qu'elle suspendait temporairement les activités du «Prudence», le plus gros des navires de secours aux migrants en Méditerranée, à la suite de cette interdiction. Seuls deux navires d'ONG, le «Sea Eye» et «SOS Méditerranée», étaient encore positionnés samedi au large des côtes libyennes, tous les autres étant à quai essentiellement à Malte, selon la même source. Mais dimanche, l'ONG allemande Sea Eye a annoncé à son tour une suspension de ses opérations, une décision prise «le cœur lourd» en raison d'une «menace explicite aux ONG privées». «Nous laissons un vide mortel en Méditerranée», a aussi estimé son fondateur, Michael Buschheuer, soulignant que son organi-

sation avait sauvé environ 12 000 personnes en Méditerranée depuis avril 2016. Pour Angelino Alfano, la moindre présence des ONG, accusées par leurs détracteurs d'être devenues des «taxis» de migrants, est plutôt positive. «La décision de MSF rentre aussi dans le cadre d'un réajustement des équilibres : ces eaux ne sont plus à personne, mais sont celles de la Libye», a-t-il lancé. Et selon lui, «les enquêtes de quelques procureurs siciliens ont créé le contexte "culturel" approprié pour obtenir le code des ONG». Rome, soutenu par l'UE, vient de négocier avec les ONG un code de conduite pour les sauvetages signé désormais par la majorité des organisations. Parallèlement, une enquête du parquet de

Trapani (ouest de la Sicile) a mené à la saisie du bateau de l'ONG allemande Jugend Rettet, sur des soupçons de liens directs avec des trafiquants au large de la Libye avec des photos à l'appui. Quatre personnes au total ont été citées dans cette enquête : deux commandants, un membre d'équipage, ainsi qu'un prêtre érythréen très actif dans l'aide aux migrants. L'enquête porte aussi sur des opérations de secours menées par les ONG Médecins sans frontières et Save the children. «Nous avons fait deux choix : celui de soustraire des gains criminels aux trafiquants – parce que moins il y a de personnes qui partent, moins cela rapporte aux trafiquants – et celui de financer les agences de l'ONU – l'UNHCR et l'OIM –

pour assurer des normes respectueuses des droits humains dans les camps libyens», a insisté M. Alfano. Le chef de la diplomatie italienne semble aussi donner raison au maréchal Khalifa Haftar, qui a estimé à «20 milliards de dollars sur 20 ou 25 ans» l'effort européen nécessaire pour aider à bloquer les flux de migrants à la frontière sud du pays, dans un entretien paru samedi dans la presse italienne. «On a besoin d'un énorme, je répète un énorme investissement économique de l'Europe en Libye et en Afrique. L'Europe doit décider si le thème des migrations est une priorité absolue à l'instar de l'économie. Pour nous, ça l'est», a conclu M. Alfano.

O. T./Agences

Tunisie

Débat sur l'égalité homme-femme

Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a lancé dimanche le débat sur le sujet délicat de l'égalité entre femmes et hommes en matière d'héritage, jugeant que son pays se dirigeait inexorablement vers l'égalité «dans tous les domaines». Le chef de l'Etat s'exprimait à l'occasion de la «Fête de la femme» en Tunisie, qui célèbre tous les 13 août la promulgation en 1956 du Code du statut personnel (CSP), un texte qui a accordé plusieurs droits aux femmes et aboli la polygamie et la répudiation. La Tunisie est depuis considérée comme pionnière dans le monde arabe en matière de droits des femmes, même si ces dernières continuent d'hériter généralement uniquement de la moitié

de ce qui revient aux hommes, comme le prévoit le Coran.

Création d'une commission

«Nous avons une Constitution (disposant) que l'Etat est civil, mais tout le monde sait que notre peuple est musulman (...) et nous ne voulons pas aller dans des réformes qui choqueraient le peuple tunisien», a dit M. Essebsi dans un discours devant le gouvernement et un parterre d'invités. «Mais il faut que nous disions que nous allons vers l'égalité entre eux (hommes et femmes, ndr) dans tous les domaines. Et toute la question réside dans l'héritage», a-t-il ajouté. Le président a annoncé avoir formé une commission

chargée d'étudier «la question des libertés individuelles» et de «l'égalité dans tous les domaines», qui doit lui remettre un rapport à une date qui n'a pas été spécifiée. M. Caïd Essebsi a aussi annoncé avoir demandé au gouvernement de retirer une circulaire datant de 1973 et empêchant le mariage des Tunisiennes musulmanes avec des non-musulmans. La question de l'égalité entre hommes et femmes en matière d'héritage reste une question très sensible en Tunisie. L'an dernier, un député devenu aujourd'hui ministre, Mehdi Ben Gharbia, avait présenté une proposition de loi visant à faciliter l'égalité en matière d'héritage. Le mufti de la République, la plus haute autorité religieuse musulmane du pays, s'y était aussitôt opposé. R. M.



Corée du Nord

Sous pression, Pékin restreint ses importations

■ La Chine, principal soutien de Pyongyang, a annoncé hier suspendre toutes ses importations de fer, plomb et produits de la mer nord-coréens, en application des nouvelles sanctions onusiennes et sous la pression insistante de Washington.

Par Rosa F.

Cette suspension, applicable à partir d'aujourd'hui, concerne «toutes les importations de charbon, fer, minerai de fer, plomb, minerai de plomb, et d'animaux aquatiques et produits de la mer en provenance de Corée du Nord», a détaillé le ministère chinois du Commerce dans un communiqué. C'est la mise en œuvre de la septième volée de sanctions économiques internationales contre Pyongyang, adoptées le 5 août par le Conseil de sécurité de l'ONU et approuvées par Pékin, membre permanent du Conseil. Les nouvelles sanctions – une riposte au tir par Pyongyang de missiles balistiques intercontinentaux – sont censées priver le pays d'un milliard de dollars de recettes annuelles et de sources cruciales de devises. Or, la Chine était concernée au premier plan: destinataire l'an dernier de plus de 92% des exportations nord-coréennes, elle apporte un soutien financier vital au régime stalinien. Peu après le vote à l'ONU, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, avait assu-

ré que son pays allait «appliquer à 100%, complètement et strictement, la nouvelle résolution». Une façon d'intensifier la pression sur Pyongyang en pleine escalade verbale entre le régime de Kim Jong-Un et le président américain Donald Trump, qui a promis à Pyongyang «le feu et la colère» sans écarter une éventuelle intervention militaire. Mais parallèlement à cette rhétorique incendiaire, Donald Trump avait également pointé jeudi dernier la responsabilité de Pékin, jugeant que la Chine «devait agir d'avantage» et redoutant que l'effet des sanctions ne s'avère «limité» faute d'une application consciencieuse.

De son côté, Pékin estime avoir donné des gages de sa bonne volonté : le géant asiatique avait déjà interrompu mi-février ses importations de charbon nord-coréen, suite à de précédentes sanctions onusiennes. Ce qui avait déjà fait disparaître une source de revenus essentielle pour Pyongyang : en 2016, la Chine avait importé 22,5 millions de tonnes de charbon de son voisin, pour 1,19 milliard de dollars. En conséquence, le montant total des importations chi-



PH. > D. R.

noises en provenance de Corée du Nord a reculé de 13,2% sur un an sur l'ensemble du premier semestre 2017, selon les douanes chinoises.

Pour autant, les exportations de la Chine vers le régime de Kim Jong-Un ont elles exposé de 29% sur la même période, et Pékin poursuivait ses achats d'autres produits.

La Chine a ainsi importé en juin pour 46,7 millions de dollars de poissons et crustacés de Corée du Nord. Les achats chinois de minerai de fer nord-coréen s'élevaient quant à eux élevés en mai à 13,4 millions de dollars (pour 233 500 tonnes), selon les chiffres les plus récents des

douanes. Et le trafic commercial à la frontière entre les deux pays restait récemment extrêmement actif, comme l'avait constaté l'AFP, avec notamment des importations de métaux précieux nord-coréens. La Chine, qui s'est tenue en retrait face à la récente escalade verbale américano-nord-coréenne, continue par ailleurs de prôner une résolution «par le dialogue» du dossier nord-coréen, renvoyant volontiers dos à dos Washington et Pyongyang. Elle prône ainsi un double «moratoire» : l'arrêt simultané des essais nucléaires et balistiques nord-coréens d'une part et celui des manœuvres militaires conjointes des États-Unis

et de la Corée du Sud d'autre part. «Toutes les parties concernées doivent prendre leurs responsabilités (...) et, en suivant la recommandation d'une "double suspension", mettre fin au cercle vicieux de la situation actuelle», a insisté de nouveau hier Hua Chunying, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. «Et cela, de telle sorte que les négociations puissent être reprises, et qu'une issue puisse être trouvée», a-t-elle ajouté lors d'un point-presses régulier, en référence aux pourparlers à Six (les deux Corées, Japon, Russie, Chine et États-Unis). Ceux-ci sont interrompus depuis 2009.



Points chauds

Oubli

Par Fouzia Mahmoudi

Si la Syrie a monopolisé ces dernières années une grande partie de l'attention de la presse internationale, d'autres conflits ont réussi à faire entendre parler d'eux lorsque cela devenait nécessaire et que la situation atteignait un certain seuil de gravité. Toutefois, aucun n'a suscité autant de réactions, surtout politiques, que les méfaits de l'État Islamique en Syrie et en Irak. Pourtant, une autre guerre a fait à ce jour des centaines de milliers de morts sans que cela ne soulève un sourcil parmi les dirigeants occidentaux. Ce conflit-là, celui qui oppose les chiites Houthis du Yémen au régime officiel yéménite épaulé par l'Arabie saoudite, qui a décidé d'éradiquer cette frange de la population, malgré son incroyable bilan de morts et de blessés n'intéresse malheureusement à l'heure d'aujourd'hui pas grand monde. Pas de manifestations dans les grandes capitales d'Europe ou de pétitions en ligne pour dénoncer le nombre effarant de victimes qu'a provoqué cette guerre oubliée. Or, la barre des 500 000 cas de choléra au Yémen a été franchie depuis le déclenchement il y a quatre mois d'une épidémie qui a désormais fait 1 975 morts, a rapporté cette semaine l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'épidémie se propage moins vite qu'il y a quelques temps dans certains secteurs, mais 5 000 nouveaux cas sont néanmoins comptabilisés chaque jour à travers le pays. On en compte aujourd'hui 503 484, dit l'OMS dans un communiqué. Nombre d'infrastructures, comme les stations de pompage d'eau, ont été détruites au Yémen en plus de deux ans de guerre civile. Les deux tiers de la population n'ont plus accès à l'eau potable, estiment les Nations unies. Le ramassage des ordures est interrompu dans les grandes villes. La situation risque encore de continuer à empirer, faisant du pays l'une des pires zones de guerre de la planète. Pourtant, l'on attend encore de voir l'empressement de la Maison-Blanche ou de l'Union européenne à tenter de démêler ce conflit auquel est mêlé l'Arabie saoudite et dans lequel cette dernière n'hésite pas à tuer sans répit à l'aide de bombardements des «rebelles» sous-armés, sous-alimentés et désormais de plus en plus malades. Les dommages collatéraux ne sont par ailleurs jamais évoqués même s'ils comportent des dizaines de milliers de morts à l'heure d'aujourd'hui. Reste à savoir quand la communauté internationale finira par se pencher sérieusement sur cette guerre qui continue à faire chaque jour son lot de morts et de blessés, laissant un pays qui mettra des années à se relever de ce conflit dévastateur.

F. M.

Moscou

Arrestations de membres présumés de l'EI préparant des attentats suicide

Les services secrets russes ont annoncé hier l'arrestation de quatre membres présumés de l'organisation État islamique qui planifiaient des attentats suicide contre des centres commerciaux et des transports en commun à Moscou. Les quatre personnes arrêtées – un Russe et trois ressortissants d'ex-républiques d'Asie centrale – préparaient «une série d'attaques contre des lieux très fréquentés, dont des transports en commun et des grands centres commerciaux de Moscou, en utilisant des kamikazes et de puissants

engins explosifs», a fait savoir le FSB dans un communiqué, précisant qu'elles ont été interpellées dans «la région de Moscou». Le FSB dit avoir arrêté le chef de la cellule et «émissaire de l'État islamique, un spécialiste de la fabrication de bombes et deux kamikazes», mais ne précise pas quand le coup de filet a eu lieu. Selon les services secrets, ces attentats étaient commandités de Syrie par deux «émissaires» de l'EI faisant l'objet d'un mandat de recherche international : «T.M. Nazarov», présenté par des médias tadjiks

comme étant Todjiddine Nazarov, et «A.M. Chirindjonov». Les autorités russes annoncent régulièrement avoir déjoué des projets d'attentats. Fin juillet, le FSB avait ainsi annoncé l'arrestation à Moscou de sept ressortissants d'Asie centrale accusés de préparer des attentats à Saint-Petersbourg, dans le nord-ouest. La Russie a renforcé ses mesures de sécurité depuis qu'un attentat dans le métro de Saint-Petersbourg a fait 16 morts et des dizaines de blessés le 3 avril. L'auteur présumé de cette attaque, Akbarjon Djaililov, un homme de 22 ans originaire du Kirghizstan, a ex-république soviétique d'Asie centrale, a également été tué dans l'attentat. Depuis le début de son intervention militaire en Syrie le 30 septembre, la Russie, alliée du régime de Damas, a été menacée de représailles par l'organisation État Islamique et par la branche syrienne d'Al-Qaïda, l'ancien Front Al-Nosra et actuel Front Fateh al-Cham.

Inondations en Sierra Leone

Le bilan monte à 180 morts

AU MOINS 180 personnes ont été tuées hier dans des éboulements et des coulées de boue qui ont fait suite à de fortes précipitations à Freetown, a indiqué à l'AFP une source hospitalière dans la capitale de la Sierra Leone. «Au moins 180 corps sont arrivés à la morgue de l'hôpital Connaught de Freetown, qui manquait de places pour tous les recevoir», a indiqué à l'AFP un employé de la morgue, Mohamed Sinneh. La Croix-Rouge locale avait auparavant fait état d'un premier bilan de 18 tués.



Festival de Khouribga au Maroc

«Good Luck Algeria» de Farid Bentoumi représente l'Algérie

■ Le long métrage de fiction «Good luck Algeria», du réalisateur Farid Bentoumi, a été sélectionné en compétition officielle du 20^e Festival du cinéma africain de Khouribga, au Maroc, prévu du 9 au 16 septembre, annoncent les organisateurs.

Sorti en 2016, «Good Luck Algeria» relate l'histoire vraie d'un Français d'origine algérienne, qualifié miraculeusement aux jeux Olympiques d'hiver sous la bannière algérienne, sans en avoir ni le potentiel athlétique, ni l'encadrement sportif ni même le passeport algérien.

Le film avait remporté en 2016 le Prix spécial du jury du 32^e Festival du cinéma méditerranéen d'Alexandrie (Egypte) ainsi que le Prix du public du 27^e Festival du film arabe de Fameck (France).

«Children of Mountain» de la Ghanéenne Priscilla Anany, «Félicité» du Sénégalais Alain

Gomis, «Frontières» de la Burkinabé Apolline Traoré, «Hedi, un vent de liberté» du Tunisien Mohamed Ben Attia, «Un jour pour les femmes» de l'Égyptienne Kamla Abou Dikra ou encore «Kalushi» du Soudanais Mandela Walter, comptent parmi les films en provenance de 13 pays africains retenus en sélection officielle du festival.

Un colloque sur le thème de «L'identité dans le cinéma africain», animé par des critiques, universitaires et experts cinématographiques du continent, est par ailleurs programmé à ce festival selon ses organisateurs. Créé en 1977 par la fondation éponyme, le Festival du cinéma



africain de Khouribga est dédié aux productions cinématographiques africaines en vue de leur donner plus de visibilité et offrir un espace d'échange et de débat sur la créativité dans le 7^e art sur le continent.

A. S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée des antiquités et des arts islamiques (Télémy)

Jusqu'au 30 octobre :

Une exposition nommée «D'Icosim à Alger : 22 siècles d'Histoire» invite les Algérois à se familiariser avec des objets archéologiques récemment découverts au niveau de la capitale.

Palais des Rais Bastion23

Jusqu'au 5 octobre :

«Les jardins d'Alger» s'exposent au niveau de la capitale.

Du 31 août au

9 septembre :

Exposition intitulée «Jardins éternels, jardins fragiles».

Du 14 au 23 septembre :

Exposition «Jardins d'Alger» Par Akacha Talbi, plasticien.

Galerie Sirius (139, Bd Krim Belkacem, Télémy, Alger-Centre)

Jusqu'à fin août :

Exposition de peinture «De toits à moi» de Valentina Ghanem Pavlovskaya, en hommage à l'artiste Valentin Vasilivitch Pavlovsky.

Plages de six wilayas du pays

Jusqu'au 24 août :

L'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel (AARC) revient cette année avec une nouvelle édition de Cinéplages où plus de six films seront projetés aux estivants.

Maison de culture Taous-Amrouche de Béjaïa

Du 18 au 21 août :

Troisième édition du Salon national de la photographie.

Salon national de la photographie à Béjaïa

Une quarantaine de participants à l'affiche

Le Salon national de la photographie de la Soummam revient pour sa 3^e édition à partir du 18 août prochain à Béjaïa, avec pas moins de quarante participants venus de plusieurs wilayas du pays. Organisé par l'association culturelle et photographique «Focus», en partenariat avec la direction de la culture de Béjaïa et de la APC d'Ouzellaguen, ce salon verra la participation de jeunes photographes issus de tout le territoire

national. Ils concourront dans cette édition qui se spécialise dans la photo urbaine. Un jury composé de trois membres, à savoir Sefouane Omar, Abdelatif Akram et Hamoudi Yassine et un représentant de l'association Focus, Chilla Kamel, aura pour tâche de sélectionner les meilleures œuvres présentées.

Ce salon sera ouvert et aura lieu du 18 au 21 août au niveau de la Maison de culture Taous-Amrouche de Béjaïa.



Salle de cinéma Cosmos

Un programme varié pour le mois d'août

La salle de cinéma Cosmos (Riad El Feth) revient avec un programme cinéma rempli, avec pas moins de 3 nouveautés au programme.

Le reboot de «Baywatch» (Alerte à Malibu en VF), «Valérian et la Cité des Mille Planètes» et la comédie romantique «Everything, Everything» sont à voir à partir d'aujourd'hui dans la salle de Riad El Feth.



«Spiderman : Homecoming» et «Moi, moche et méchant 3» sont pour leur part prolongés pour leur 3^e semaine d'exploitation, et seront projetés en alternance avec les nouveaux films.

Quatre séances par jour attendent les cinéphiles, dont la dernière à 20h. Les prix des tickets varient de 500 à 700 DA selon le film voulu.

Prévu pour le 19 août

Echange et dons de livres à Sétif

Le réseau Youth Algeria en collaboration avec Free thinkers Library de Sétif organise la 11^e édition du Book Swap et ce, le 19 août à partir de 15h.

Comme le nom de l'événement l'indique, l'idée est

d'échanger des livres. Venez avec des livres que vous avez lus et repartez avec des livres de votre choix. Outre les échanges, l'événement verra la présence

de l'écrivain et philosophe Smail Mehnana et du poète Wissam

Jasim. Enfin. Le «Blind date with a book», où vous pourrez faire don de vos livres, est également au programme.

Les livres pour enfants seront offerts à une association caritative, tandis que les autres servi-

ront à alimenter une bibliothèque gratuite ouverte au public.

Cette très belle initiative encourageant la lecture se tiendra à l'entrée du Musée public national le 19 août prochain de 15h à 20h.



Coup-franc direct

Des choix à la va-vite !

Par Mahfoud M.

De nombreux puristes de la balle ronde nationale et simples supporteurs des Verts ont fait le même constat en voyant évoluer l'EN A' face à la Libye. En effet, pour eux, le choix des joueurs constituant la sélection est mauvais. Aligner des éléments qui sont loin de leur forme et même pas performables avec leurs clubs respectifs, a été fatal à la sélection qui a eu un rendement des plus catastrophiques. Qui a fait ce choix ? Nul doute que ce n'est pas Alcaraz qui ne connaît pas assez bien les joueurs locaux et a dû se rabattre sur le président de la FAF et autres membres du BF qui l'ont mal conseillé en lui «intimant l'ordre» de convoquer des éléments qui ne sont nullement des foudres de guerre. Ces derniers ne pouvaient réellement rien faire, n'étant pas préparés à ce genre de matchs internationaux qu'ils disputaient pour la première fois de leur vie. Ce sont des choix faits à la va-vite et qui ne peuvent en aucun cas être justifiés, sachant qu'il y a des éléments plus performants auxquels on n'a pas fait appel alors que d'autres étaient sur le banc et pouvaient bien mieux faire que ceux alignés. Cela montre, encore une fois, qu'au niveau de la FAF l'organisation n'est pas encore pour demain. Il est à se demander que fait la DTN qui aurait dû décharger la FAF de certaines prérogatives pour la composition des différentes équipes nationales.

M. M.

Match amical

La JSS battue par l'Olympique Safi

LA JS SAOURA (Ligue 1 algérienne de football) s'est inclinée au Maroc face à la formation de l'Olympique Club Safi (Div.1 marocaine) sur le score de 3 à 1 en match amical préparatoire en vue de la saison 2017-2018. L'unique but de la JSS a été inscrit en seconde période par Amine Hamia sur une passe décisive d'Abderrahmane Bourdim. Les coéquipiers de la nouvelle recrue Sid Ali Yahia Chérif (ex-CR Belouizdad) ont entamé mercredi leur ultime stage d'intersaison au Maroc qui va s'étaler sur une dizaine de jours. La formation de Béchar

disputera trois autres matchs amicaux au Maroc dont un face à l'ASO Chlef (Ligue 2 algérienne) qui se trouve également au Maroc pour peaufiner sa préparation. La direction du club a confié la barre technique à Fouad Bouali en remplacement de Karim Khouda, limogé avant la fin du précédent exercice. La JS Saoura a terminé à la 5e place lors du précédent exercice avec 45 points, alors qu'elle avait été vice-championne une saison auparavant, ce qui lui avait permis de prendre part pour la première fois à la Ligue des champions d'Afrique.

Athlétisme/Mondiaux-2017

Berraf déçu par la participation algérienne



LE PRÉSIDENT du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, a exprimé dimanche son mécontentement par rapport aux résultats réalisés par les huit athlètes algériens engagés aux Championnats du monde d'athlétisme de Londres (4-13 août). «La participation algérienne aux Mondiaux d'athlétisme de Londres a été loin de nos attentes puisque les huit athlètes engagés dans les différentes spécialités n'ont pu réaliser de bons résultats», a déclaré Berraf

sur les ondes de Radio Algérie internationale. Pour le président de l'instance olympique, «les athlètes ayant pris part au rendez-vous de Londres manquaient de préparation et n'ont pas été pris en charge». Excepté Bilal Tabti qui s'est qualifié à la finale du 3000 m steeple avant d'être disqualifié pour faute technique, les autres ont été éliminés aux premiers tours ou abandonnés pour cause de blessure. Abderrahmane Anou (1500m), Hichem Bouchicha et Amina Bettiche (3000m steeple) ont échoué aux séries et Abdelmalik Lahoulou (400m haies) en demi-finale, tandis que Mohamed Amine Belfer (800m), KENZA Dahmani (marathon) et Larbi Bourrada (décathlon) ont, tous les trois, abandonné. La dernière consécration algérienne aux mondiaux d'athlétisme remonte à 2003 avec la médaille d'or de Saïd-Djabir Guerni en France sur 800m.

EN A'

Les Verts reprennent le chemin de la préparation

■ C'est aujourd'hui que la sélection nationale des joueurs locaux reprendra le chemin de la préparation en prévision du match retour des éliminatoires du CHAN 2019 dont la phase finale se déroulera au Kenya.

Par Mahfoud M.

Battue (2/1) samedi soir au stade Hamlaoui de Constantine, l'EN A' devra puiser maintenant dans toutes ses ressources pour tenter de renverser la vapeur lors du match retour et arracher un succès salubre qui lui permettrait de figurer en phase finale du CHAN. Déçus de cette contre-performance, les poulains de Lucas Alcaraz voudront certainement se ressaisir et prendre la revanche, d'autant plus qu'ils savent que la Libye n'est pas vraiment un foudre de guerre et qu'ils lui ont facilité la tâche avec leur manque de concentration et l'absence de motivation. Les Verts seront donc en regroupement à partir de cet après-midi au Centre des équipes nationales à Sidi Moussa pour apporter les réglages qu'il faut avant la manche retour qui se déroulera au stade Tayeb-Mhiri à Sfax, décisive pour la sélection nationale. Il faut avouer que ce match est capital pour l'avenir des joueurs locaux qui sont forte-



L'EN devra remonter le score de l'aller

ment critiqués et qu'on dit incapables de faire le poids par rapport aux joueurs expatriés. C'est pour cette raison qu'ils ne figureront pas dans les plans des différents sélectionneurs nationaux en sélection A. Le coach, Alcaraz, devra aussi revoir sa copie et faire des changements dans son onze rentrant qui n'est pas le plus performant et n'a pas laissé une bonne impression auprès des puristes de la balle ronde nationale, d'autant plus

que les joueurs alignés sont passés complètement à côté de leur sujet et ont montré une fébrilité déconcertante. Les Verts devront se battre à fond pour espérer se reprendre et garder leurs chances de qualification pour la phase finale même si ce ne sera pas facile face à une sélection libyenne qui a pris confiance avec ce succès au match aller à Constantine et va tout faire pour préserver cet acquis.

M. M.

MC Alger

Un grand chamboulement dans le stage

Le Mouloudia d'Alger connaît un grand chamboulement dans son stage qu'il tient France, avec la décision prise par le staff technique et les dirigeants de la délocaliser vers une autre ville du sud de l'Hexagone, à savoir Saint Etienne. En effet, alors que les Mouloudiens souhaitaient rejoindre Tignes après le match amical face à Côte d'Ivoire, ils ont dû faire le chemin inverse et rejoindre Saint Etienne en raison des mauvaises conditions d'hébergement, en plus de l'absence d'infrastructures qui leur permettraient de se préparer dans les meilleures conditions possibles. C'est le nouveau coach des Vert et Rouge, Bernard Casoni, qui a pris cette décision de quitter les lieux et changer de cap, voyant qu'il lui était impossible de travailler dans ces conditions difficiles. Pour lui, il fallait absolument voir ailleurs et opter pour un autre lieu qui lui permettrait de préparer l'équipe et la rendre plus performante. Par ailleurs, et sur le plan de la préparation, le staff technique n'est pas satisfait à cent pour cent du rendement de ses poulains lors du match-

test disputé par son équipe. Il souhaite donc que les joueurs mettent plus de cœur et se concentrent sur leur travail pour réussir une meilleure préparation et tenter d'aller de l'avant. Casoni qui a été surpris par le manque de rigueur tactique souhaite changer la situation et emmener ses joueurs à se porter plus sur l'attaque afin d'être plus

performants, surtout qu'il faut se préparer en conséquence pour le championnat et les quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine. Pour lui, il faudra se battre à fond pour être prêts à réaliser les objectifs du club qui ne peut pas se suffire de la figuration connaissant sa popularité en Algérie.

M. M.

Championnat du Portugal

Brahimi s'illustre dès le départ

LE MILIEU international algérien du FC Porto, Yacine Brahimi, a été choisi dans l'équipe-type de la première journée du championnat de première division portugaise de football, dévoilée par les médias locaux. Buteur lors de la journée inaugurale face à Estoril (4-0), Brahimi pète la forme actuellement, ce qui lui a valu les convoitises de certaines formations européennes à l'image de la Lazio de Rome (Serie A italienne). Brahimi avait vécu une première partie de saison très difficile lors du précédent exercice, au cours de

laquelle il a été rarement utilisé par l'ancien entraîneur du FC Porto, Nuno Espirito. Mais le milieu offensif de 26 ans est revenu en force au cours de la deuxième tranche de l'exercice, parvenant à récupérer sa place de titulaire dans le onze des «Dragons». Il n'a néanmoins pas réussi à s'adjuger le premier titre de sa carrière, après que Porto a échoué à déloger Benfica de la première place au classement. Brahimi (27 ans) avait rejoint Porto en 2014 en provenance du FC Grenade (Liga espagnole) pour un contrat de cinq ans.

Voile/Série Optimist - Grand Prix de Mostaganem 31 véliplanchistes algériens en stage

TRENTE et un véliplanchistes algériens de la série Optimist effectuent un stage de présélection du 10 au 16 août à Mostaganem (Ouest) en vue du Grand Prix international qui se déroulera dans cette même ville du 21 au 26 septembre prochain, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de voile (FAV). Un groupe de 25 garçons et six filles, nés

entre 2002 et 2006 et issus essentiellement de la wilaya d'Alger et de ses environs, notamment Boumerdes, Tipasa et Tizi-Ouzou, y prennent part. Les 25 garçons sont : Abid Mohamed, Ait Ali Fouzi, Ait Meziane Kenzi, Amriche Yanis, Beddar Nassim, Benjaoui Oussama, Benkreira Ilyes, Bouchema Kheirredine, Boudrouma Sami, Boughida Racim, Bouhadi Walid,

Bouhadoun Samy, Chebouti Seifeddine, Dermichi Abderrahmane, Djahdou Abdelhak, Doual Fayçal, El Ghoabri Merouane, Gherfi Aboubaker, Kaddouri Abdeaziz, Kaouah Farès, Laassar Alaeddine, Lazreg Mohamed, Maguaroui Abdelkader, Sadmi Oussama et Manserli Ilyes. Chez les filles, les candidates retenues pour ce stage de présélection sont :

Boujatit Nesrine, Boussouare Amani, Karassane Nihale, Laatra Katia, Lalouci Niaama et El Ouchdi Feriel. Le Grand Prix international de Mostaganem constitue une «première historique» pour cette ville de l'ouest algérien, puisque c'est la première fois qu'elle organise un événement de cette envergure, selon la FAV.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Boumerdès

12 blessés dans un accident de la route à Bordj Menail

DOUZE personnes, dont 4 enfants, ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, avant-hier, sur l'axe de la RN 12 traversant la commune de Bordj Menail, à l'est de Boumerdès, a indiqué la Protection civile de la wilaya. Selon le chargé de la communication auprès de ce corps constitué, le capitaine Ait Kaci Ahmed, l'accident est survenu aux environs de six heures du matin, au lieudit la carrière de la ville de Bordj Menail, quand un bus de transport de voyageurs de la ligne Dellys-Alger, a déra-

pé. Tous les blessés, âgés entre 11 et 58 ans, dont la vie est hors de danger, ont été évacués vers l'hôpital de Bordj Menail, selon la même source qui a signalé que certains d'entre eux se trouvent toujours au niveau de cet établissement où ils reçoivent les soins nécessaires. La chaussée rendue glissante par les faibles pluies de la matinée serait à l'origine de cet accident qui a causé la fermeture de la route pour plus d'une heure, a-t-on ajouté de même source.

Salim N.

ANP

Deux caches, 18 bombes artisanales et des substances explosives détruites à Tipaza

DEUX caches contenant 18 bombes artisanales, des substances explosives et des moyens de détonation ont été découverts avant-hier à Tipaza par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 13 août 2017 à Tipaza (avant-hier), deux caches contenant 18 bombes artisanales, des substances explosives, des moyens de détonation, deux paires de jumelles, des produits électroniques, ainsi que de grandes quantités de denrées alimentaires et de produits pharmaceutiques», précise le MDN.

Dans le même sillage et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont intercepté «deux

contrebandiers à El Oued et Biskra et saisi deux camions chargés de 40,4 quintaux de tabac, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont saisi un véhicule tout-terrain chargé de 1,65 tonnes de denrées alimentaires à In Guezam et un autre véhicule chargé de 1 350 litres de carburant à Tindouf». Des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont, pour leur part, appréhendé à Tlemcen/2° RM, «deux narcotrafiquants lors de deux opérations distinctes et saisi 242,4 kilogrammes de kif traité, tandis qu'à Tamanrasset, des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté 5 contrebandiers et saisi un véhicule et 200 grammes de métal jaune». Par ailleurs, «vingt-sept immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Nâama, Béchar, Adrar et Ouargla». L. N./Communiqué

Sidi-Ahmed /Béjaïa

Deux dealers arrêtés en possession de 300 comprimés psychotropes

«**DEUX DEALERS** en possession de 300 comprimés psychotropes ont été arrêtés en fin de semaine dernière par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya», indique la cellule de communication de la Sûreté de wilaya dans un communiqué de presse. L'arrestation a eu lieu suite à des informations parvenues à la police sur les agissements des deux prévenus, précise la même source qui ajoute que «ces derniers ont été arrêtés à Sidi Ahmed en flagrant délit de possession d'une quantité de kif traité en forme de plaquettes et de 300 comprimés psychotropes». Les deux dealers, âgés de 43 et 46 ans, résidant à Béjaïa et ayant des antécédents judiciaires, ont été présentés devant le parquet et placés sous mandat de dépôt pour «possession et commercialisation illégales de drogue», note notre source. Par

ailleurs, dans un autre communiqué de presse qui nous a été adressé hier, il est fait état du contrôle par les éléments de la sûreté publique de 300 motards depuis le début du mois d'août, dans le cadre de la campagne de sensibilisation en faveur du port du casque pour cette catégorie d'usagers de la route dont le nombre s'accroît durant la saison estivale et dont la moitié des accidents environ sont mis en cause. A ce propos, il a été établi, durant les deux premières semaines du mois en cours, 76 contraventions pour non-port de casque, 18 pour manque de polid'assurance, 15 cas de non existence de papiers. Les motos des concernés ont été mises en fourrière. «Il a été procédé au retrait de permis de 49 motards avec l'élaboration de dossier à ce sujet», ajoute la même source. H. C.

Flambée des prix des fruits, des légumes



Djalou@hotmail.com

Réunion du Conseil des chefs d'état-major des pays membres du CEMOC

Une délégation de l'ANP à Nouakchott

Par Salem A.

Une délégation de l'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), conduite par le général-major Zerrad Cherif, chef du Département emplois-préparation de l'état-major de l'ANP, représentant du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd

Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, prendra part aujourd'hui à la réunion du Conseil des chefs d'état-major des pays membres du Comité d'état-major opérationnel conjoint (Cemoc) qui se déroulera dans la capitale mauritanienne, Nouakchott, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. Cette

réunion sera «une opportunité pour les responsables militaires de ces pays afin d'étudier et évaluer la situation sécuritaire dans la région du Sahel, l'échange d'analyses et des enseignements tirés depuis la tenue de la dernière réunion du Conseil des chefs d'état-major, le 28 octobre 2016 à Bamako/Mali», a précisé le communiqué.

S. A.

Grève à Aigle Azur

Aucun impact sur les vols à destination de l'Algérie

Le programme des vols de la compagnie française Aigle Azur à destination de l'Algérie ne sera pas affecté par la grève déclenchée depuis avant-hier par des hôtesses et stewards, a assuré le délégué général de la compagnie en Algérie, Yacine Benslimane dans une déclaration à l'APS. «Effectivement, il y a eu un appel à la grève qui a été suivi par une partie du personnel de la compagnie», a affirmé M. Benslimane. Cependant, «cette grève n'aura aucun impact sur le programme des vols à destina-

tion de l'Algérie», a-t-il assuré. «Tous les vols sont maintenus et seront opérés normalement sans aucun problème», a-t-il ajouté. Interrogé sur des éventuels retards dans les vols, le représentant de la compagnie aérienne en Algérie a expliqué qu'il s'agit «des retards opérationnels liés à la saison estivale mais sans grands impacts sur la programmation des différents vols». Les hôtesses et stewards de la compagnie Aigle Azur, qui dessert notamment l'Algérie, sont en grève tournante depuis

dimanche et sont appelés à maintenir leur action jusqu'à aujourd'hui. Le syndicat du personnel navigant commercial en France qui est à l'origine de cette grève, avait indiqué samedi dernier que le mouvement devrait affecter dimanche (avant-hier) la base parisienne d'Aigle Azur, deuxième compagnie aérienne française, hier celle de Lyon et aujourd'hui celle de Marseille. Une rencontre avec la direction est prévue demain mercredi, selon un représentant du syndicat. Rania D.

Accidents de la route

Trois morts et un blessé grave à Blida

Trois personnes sont décédées et une quatrième a été grièvement blessée dans un accident de la circulation survenu hier à l'entrée de la ville de Blida, a fait savoir la Protection civile.

Selon la même source, l'accident est survenu aux environs de 4h15 sur l'axe de la RN1 reliant Beni Mered à Blida, lorsqu'un véhicule touristique avec à son bord quatre passagers (âgés de 20 à 29 ans), a dérapé, avant de se renverser et de per-

cuter un engin de forage se trouvant sur place. Deux parmi les passagers sont morts sur place, tandis que le 3^e a rendu l'âme à l'hôpital Frantz-Fanon de Blida, où le 4^e passager est toujours en soins intensifs, eu égard à la gravité de ses blessures.

Les dépouilles des victimes ont été transférées à la morgue du même hôpital, a ajouté la même source.

Dans un chantier de réalisation de logements à Mascara

Des ossements d'un homme et d'un enfant retrouvés

Des ossements d'un homme et d'un enfant ont été retrouvés avant-hier dans un chantier de construction à Mascara, a-t-on appris auprès d'une source sécuritaire.

Les ossements ont été retrouvés par les employés d'une entreprise chargée de la réalisation de logements promotionnels, au lieudit «Caserne Bendaoud» dans la ville de Mascara,

précise la même source qui ajoute que les responsables concernés, dont le directeur des moudjahidine de la wilaya, ont été immédiatement informés et se sont rendus sur les lieux.

Le site destiné à la réalisation de 250 logements promotionnels (Cnep) était une caserne de l'armée française durant l'époque coloniale.

APS